



Lettre adressée au PCF

Copie : Gauche Unitaire

Chers camarades

Le secrétariat national du Parti de gauche a étudié avec attention la lettre datée du 12 mai que vous avez rendue publique le 18 mai. Nous avons rédigé une réponse détaillée et argumentée. En effet, il nous est apparu que ce courrier permet d'ouvrir une nouvelle étape de la vie du Front de gauche. Une étape conforme pour l'essentiel aux propositions que nous avons détaillées dans la résolution de notre dernier conseil national du 10 avril dernier.

Pour nous, le PCF est un parti ancré dans l'histoire de notre pays. Son action est un atout incontournable pour la dynamique de gauche en France. Il est notre principal partenaire. C'est pourquoi la lettre du PCF est si importante pour nous dans le contexte. A la lecture de ce courrier, nous constatons que le PCF analyse comme nous la stratégie nécessaire pour l'avenir du Front de Gauche. C'est le cas à propos de l'élargissement du Front de Gauche et du « paquet électoral ». Nous jugeons donc très positivement votre courrier. Dorénavant, même si tout reste à organiser, la voie est libre pour avancer et entraîner ensemble en vue de construire une nouvelle majorité politique à gauche pour notre pays en 2012.

Nous vous répondons sous forme précise pour préparer avec toutes les chances de succès notre rencontre nationale. Cette rencontre est décisive à nos yeux. Nous voulons un échange sérieux et argumenté, capable de donner lieu à un calendrier de travail et à des conclusions efficaces aussi rapidement que possible. En effet, nous avons besoin de temps pour agir efficacement devant notre peuple. Et il en reste peu. Trop peu pour nous

offrir le luxe de nous disputer ou de palabrer sans fin. Il nous faut aller aussi vite que possible à la conquête de la confiance de nos concitoyens ! Ils sont aujourd'hui très désorientés et soumis à un intense conditionnement visant à les convaincre que rien n'est possible en dehors du bipartisme.

C'est donc le moment de dire qu'aucune discussion sérieuse n'est possible sans le respect de chacun. Nous déplorons donc vos attaques récentes contre le Parti de Gauche en la personne de Jean-Luc Mélenchon et la campagne qui s'en est suivie. Pour la seconde fois en moins de 6 mois et sur un thème identique, notre premier responsable national a été la victime de mises en cause publiques injurieuses provenant pour la deuxième fois également d'un des deux portes paroles du PCF. On ne peut envisager de laisser s'installer ces méthodes entre nous. Certes, le Parti de gauche ne s'abandonnera certainement pas à répliquer et encore moins à la surenchère. Nous sommes parfaitement conscients de l'existence de courants qui comptent sur des incidents pour faire capoter une entreprise avec laquelle ils sont en désaccord. Mais si de tels débordements devaient se reproduire sans être désavoués, en dépit de cette solennelle mise en garde cette fois-ci formulée par écrit, nous en concluons qu'il s'agit d'une ligne d'action délibérée, d'un double langage, et non d'initiatives personnelles comme cela nous a été expliqué. Pour l'attractivité même de notre Front, de tels procédés ne peuvent être banalisés. Aucun désaccord ne le justifierait d'ailleurs. A plus forte raison quand il n'y en aucun sur un point fondamental, comme c'est le cas aujourd'hui entre communistes et partisans du PG.

Pour notre part, nous adressons un message de respect et d'amitié à Marie George Buffet au moment où elle quitte ses fonctions à la tête du Parti Communiste. Nous saluons son inlassable engagement communiste. Nous lui exprimons notre reconnaissance pour sa contribution personnelle décisive et fondatrice dans la création du Front de Gauche qui a rouvert l'espoir à gauche.

Le Contexte et ce qui en découle

Le capitalisme financier est entré en phase extrêmement agressive dans ses prédatons sur les peuples. Cette violence, c'est ce que les commentateurs appellent « la crise ». Car ce faisant, il déclenche des effets d'avalanche qu'il ne contrôle pas et qui menacent d'emporter toute l'économie et les sociétés dans un gouffre. Dans ce contexte, les décisions autoritaires prises à l'encontre du peuple grec et plus globalement la volonté de l'Union européenne, du FMI et des gouvernements de

soumettre de force les populations à un coup d'Etat social élèvent la responsabilité des forces de gauche. Les nôtres, en particulier, nous qui avons eu la lucidité de nous opposer ensemble victorieusement à la Constitution de l'Europe libérale et autoritaire en 2005. Nous partageons avec vous pour l'essentiel ce diagnostic et celui des conséquences qui en découlent.

Notre responsabilité est d'ouvrir une alternative là où nous sommes en état de peser sur les événements, c'est-à-dire dans notre pays, dans le cadre de notre démocratie, même très imparfaite, et avec les outils dont nous disposons dans les institutions actuelles. Notre tâche est de construire une nouvelle majorité parlementaire populaire autour de nos propositions. La période réclame des choix clairs : pour répondre aux aspirations populaires, cette majorité devra se constituer sur les bases d'une nette rupture avec la politique européenne actuelle et le système du capitalisme financiarisé et mondialisé. Nous connaissons nos divergences avec les partis sociaux-démocrates sur ce point. C'est une très grande difficulté pour ouvrir une alternative politique ! Car les sociaux-démocrates sont aujourd'hui très largement majoritaires à gauche, en Europe et en France. Le vote des députés socialistes pour le plan de «soutien » à la Grèce, ainsi que l'incapacité des Verts à prendre une position commune, sont éclairants ! Leurs tergiversations sur le dossier des retraites aussi. Et autant de devoir constater ce qui se passe dans les pays agressés par le système financier ! Les politiques d'austérité y sont servilement appliqués par des gouvernements dont les premiers ministres appartiennent au même groupe européen que le PS comme celui de Zapatero en Espagne ou de Papandréou, Président de l'Internationale socialiste, en Grèce. Au total, nous sommes entrés dans un nouveau cycle politique profondément instable. Les scénarios du pire y côtoient les plus grandes opportunités. Dans ce contexte, la social-démocratie est un sévère handicap pour la gauche dans la course de vitesse avec la montée de l'autoritarisme et des nationalismes régressifs en Europe ! Notre défi est de sortir positivement et victorieusement de cette difficulté.

Pour cela, le moyen le plus démocratique est de travailler pour convaincre le grand nombre de changer de majorité à l'intérieur de la gauche. Notre autonomie d'action et de parole d'une part et l'indépendance de nos visées d'autre part sont donc les conditions de base de notre crédibilité. C'est aussi la condition pour que notre devoir d'unité au deuxième tour des élections ne se fasse pas dans la confusion et la négation de ce que représentent nos forces et nos idées dans la société. Cette méthode qui combine identité et unité, c'est celle que nous avons fait vivre pour les

élections européennes, avec vous dans 17 régions sur 22 aux élections régionales et dans la totalité des élections partielles. Elle a été comprise et entendue. Nous devons nous y tenir dans les échéances les plus élevées. Nous devons amplifier ses résultats. Nous devons proposer nos candidatures communes non pour nos partis mais pour gouverner autrement notre pays sur un programme distinct de celui de « la gauche solidaire » que domine le Parti socialiste. Nous devons affirmer notre ambition et la soumettre comme telle au verdict des urnes. La révolution à laquelle nous aspirons est une révolution citoyenne. Tel est aussi le moyen de pour réussir l'implication populaire dont nous avons besoin pour accomplir notre programme : partage des richesses, refondation républicaine des institutions et de la société, planification écologique, sortie du Traité de Lisbonne, ordre international progressiste, paix et désarmement.

Voilà l'esprit dans lequel, plus que jamais, nous abordons la période à venir.

A présent pour la commodité de notre échange nous vous répondons en reprenant les parties de votre lettre.

1 – L'affirmation du Front de Gauche hors des périodes électorales

Notre résolution de CN indiquait qu'il était « *évidemment nécessaire de faire vivre et élargir le Front de Gauche sans tarder. Cela passe par son engagement, en tant que tel, auprès des mobilisations sociales à commencer par les retraites* ».

Dans cet esprit, nous vous avons proposé une apparition unitaire du Front de Gauche lors des manifestations du 1er mai sous forme de tract et cortèges communs. Nous avons regretté votre décision de ne pas y donner suite. Nous vous renouvelons la même proposition pour la journée d'action du 27 mai. Ce type de présence dans les luttes est indispensable si nous voulons affirmer notre ambition d'être le bras politique des mobilisations sociales des travailleurs.

Vous proposez aussi que le Front de Gauche impulse « des ripostes face à l'offensive des dirigeants capitalistes qui comptent faire payer la crise aux peuples européens ». Nous sommes d'accord. C'est pourquoi le PG avait proposé en priorité à ses partenaires du Front de Gauche de co-organiser le rassemblement du 28 avril devant le siège de la Fédération Française des Banques. Depuis, vous avez annoncé plusieurs initiatives du PCF seul

sur ce thème. Nous en organiserons donc également de notre côté. Nous vous proposons cependant de vérifier si nous ne pourrions pas plutôt les mettre en commun ou en concevoir d'autres.

2 / L'élargissement du Front de Gauche.

a) Nous avons proposé un «Front de Gauche élargi ». Vous évoquez la nécessité de « nouveaux espaces de développement du Front de Gauche ». L'objectif apparaît donc le même. C'est donc la forme et la méthode de cet élargissement dont nous devons discuter.

En préalable, vous nous dites que le Front de Gauche ne doit pas préfigurer un «parti unique». Ce terme n'a jamais fait partie de notre vocabulaire fort heureusement. En revanche, oui, nous pensons qu'un parti commun de la gauche d'alternative au capitalisme, un parti commun de la République sociale, annoncée par Jean Jaurès, un parti de l'écologie, nous permettrait d'accroître notre influence, et d'être plus efficaces. Nous n'avons jamais caché cet objectif en cofondant le Front de Gauche avec vous. Nous n'avons cessé d'évoquer l'exemple de Die Linke. Nous sommes disponibles pour avancer dans ce sens avec vous, comme également avec nos autres partenaires du Front de Gauche et avec toutes les forces de l'autre gauche. Nous n'excluons pas d'être, en vous attendant, à l'initiative de regroupements. Nous avons bien noté votre refus. Mais nous ne renonçons pas à vous convaincre. Sans en faire un préalable à la construction du Front de Gauche. D'ailleurs pour nous, le Front de gauche est d'ores et déjà une sorte de parti commun. Et tout notre engagement vise à en élargir la base populaire et à fortifier les mécanismes collectifs de décisions. Nous renouvelons notre proposition de constituer un comité national permanent, large, du Front de Gauche doté d'un secrétariat et d'une double présidence.

Notre CN s'est prononcé pour que le Front de Gauche dépasse «le statut de simple cartel électoral pour s'exprimer et s'affirmer comme force politique répondant en commun aux défis sociaux, environnementaux et démocratiques». Votre lettre constate aussi cette nécessité. Vous dites que le Front de Gauche ne doit «pas être un cartel fermé». Pour autant nous ne serions pas d'accord pour nier l'importance centrale de nos partis dans le processus, ni leurs responsabilités particulières, ni les capacités d'initiative spécifique qui leur reviennent en propre.

Reste que pour s'élargir, le Front de Gauche doit donc être capable de mobiliser bien au-delà de ses composantes actuelles. A commencer par ceux qui en sont les plus proches. Le Front de Gauche doit donc permettre

leur adhésion aux mouvements politiques de l'autre gauche qui le souhaitent, à commencer par ceux avec qui nous avons fait campagne commune lors des Régionales. Sans exclusive, comme vous le suggérez.

Vous appelez à des « espaces d'engagement » afin que les acteurs des mouvements sociaux, citoyens et intellectuels participent au Front de Gauche. Tout a fait d'accord. Nous renouvelons donc déjà la proposition de « Fronts thématiques » du même type que celui du « Front de gauche des économistes » créé lors des Européennes. Ils devraient même selon nous être représentés dans un comité national du Front de Gauche.

Dans cet esprit nous avons proposé la possibilité «d'adhésions directes» au Front de Gauche. Vous estimez que cette proposition « ne résout pas correctement la question de l'élargissement ». Pourtant il nous faudra bien trouver le moyen pour faire du Front de Gauche l'espace d'engagement que recherchent des dizaines de milliers de citoyens qui ne veulent pas pour autant adhérer à l'un de nos partis. Or cette implication citoyenne ne pourra se contenter de la participation à des espaces de débat et de dialogues d'un Front qui serait de facto piloté par nos seuls partis. L'adhésion directe est une solution concrète. Nous observons que ces lieux d'action et de réflexion de type comités du Front de Gauche sont tellement évidents qu'ils se créent déjà spontanément. Quelle est la proposition concrète alternative ?

3 – Construire un projet politique capable d'ouvrir une alternative dans les échéances de 2012

- a) C'est évidemment un point essentiel. Sans cette perspective tout le reste ne serait qu'une construction purement intellectuelle sans lien avec le réel qu'elle prétend pourtant changer. Il est donc impératif que le Front de Gauche se prépare le plus efficacement possible à ces échéances.

Les candidats communs

- b) C'est pourquoi notre dernier CN a renouvelé la « proposition de « paquet » : engagement à présenter des candidatures communes aux élections cantonales, présidentielle, législatives sur la base d'un programme commun (plateformes partagées) et d'une stratégie commune. Votre lettre parle de « réponses » et du « chemin » pour les porter. C'est une évidence. En évoquant à tour de rôle chaque élection, vous proposez en définitive un principe de candidature commune à chacune d'entre elle. Nous constatons que nous disons donc la même chose. C'est décisif. Si nous n'interprétons pas correctement votre courrier sur ce point nous voudrions que vous nous le disiez directement et franchement. Car il nous

faudrait alors imaginer une autre stratégie de rassemblement électoral à vocation majoritaire que nous ne voulons pas improviser en dernière minute sur la base d'une déconvenue qui serait alors immense et destructrice.

La plate-forme partagée

- c) Nous devons donc rédiger ce que nous avons appelé précédemment ensemble une « plateforme partagée ». Nous devons y travailler en ayant toujours présent à l'esprit une question simple : quelles mesures mettrait en place un gouvernement de Front de Gauche ? Vous proposez de commencer à l'automne 2010. Nous y sommes prêts dès le mois de septembre. Nous pourrions installer, ensemble, le « Comité de rédaction du programme partagé » à la Fête de l'Humanité au cours d'un rassemblement solennel d'ouverture de ses travaux où serait présenté un document commun de cadrage.

Mais pour éviter toute nouvelle tension entre nous il faut écarter une ambiguïté qui a assombri nos relations l'automne dernier. Vous écrivez que ce doit être « avec le maximum de forces sociales, politiques et intellectuelles ». Nous serons donc clairs : nous ne recommencerons pas l'épisode des « ateliers » ouverts au PS et à Europe Ecologie. C'est logique, puisqu'il est ici question de mettre en place le programme de gouvernement du Front de Gauche auquel ni le PS, ni Europe Ecologie ne comptent s'intégrer. Une fois notre programme partagé adopté par nos partis, il sera alors temps de le confronter aux autres projets offerts à gauche.

La Présidentielle

- d) Vous écrivez que la « désignation » d'une candidature à la Présidentielle « ne peut être envisagée qu'en s'appuyant sur un projet et non le précéder ». C'est une évidence. Mais, oui, nous avons affirmé que le « principe » de candidatures communes devait précéder l'adoption définitive du projet. C'est affirmer un choix et une volonté. Tout ne s'écroulera pas en dernière minute pour une surenchère ou un point particulier mettant chacun dans l'obligation d'improviser en dernière minute une stratégie de rechange. Les expériences passées démontrent que nous n'avons jamais achoppé sur le programme. D'ailleurs c'est très exactement ainsi que nous avons procédé pour les élections Régionales. Nous avons d'abord acté la stratégie des listes autonomes et unitaires et le principe de la répartition des têtes de liste. Puis c'est seulement ensuite

que nous avons réglé, d'ailleurs assez facilement en quelques jours, la question du programme. Nous n'avons évidemment jamais conditionné ce travail programmatique à la désignation du ou de la candidat(e) de notre choix. Et nous avons accepté que vous discutiez toutes nos têtes de liste alors même que nous n'en avons discuté aucune de celles que vous avez choisies et parfois imposées, sans débat, comme en Ile-de-France. Dorénavant, compte tenu de votre accord pour des candidatures communes à toutes les élections, la voie est libre pour commencer le travail sur le programme. C'est pourquoi nous vous faisons cette proposition de « comite de rédaction du programme partagé ».

Pour autant, comme vous le savez, le Parti de Gauche propose dans son programme fondamental adopté à son premier congrès la « refondation républicaine des institutions et de la société ». Elle implique la fin de la monarchie présidentielle qu'est la 5e République. C'est une question politique centrale pour nous. Nous vous rappelons vous avoir proposé fin 2009 un premier forum du Front de Gauche centré sur cette question des institutions. Nous étions tombés d'accord au cours de notre précédent sommet pour organiser cette réunion en février 2010. Si cette réunion n'a pas eu lieu, cela n'est pas de notre fait, mais du vôtre. En tous cas nous n'avons aucune difficulté à affirmer avec vous qu'il faut en finir avec les « excès de personnalisation induits par l'hyper-présidentialisme et revaloriser l'enjeu législatif ». Pour nous, un axe essentiel de notre campagne présidentielle consistera à affirmer qu'en cas de victoire, nous convoquerons une assemblée constituante pour une 6e République parlementaire et sociale. Notre slogan sera de proposer « d'élire le (la) dernier(ère) président(e) de la Ve république ». Cela résonnera en cohérence avec les campagnes des candidats aux législatives.

- e) Selon nous, il ne s'agit pourtant pas de mener une campagne présidentielle de pur témoignage qui nous réduirait aussitôt au rôle de force d'appoint du deuxième tour et handicaperait lourdement nos candidatures aux élections législatives. Nous aspirons à gouverner notre pays sur le projet que nous défendrons. Le score de notre candidature sera donc fondamental. Notre candidature commune devra donc non seulement être capable de porter notre plate-forme partagée mais encore de le faire de la façon la plus efficace possible quand au score. Cette candidature devra incarner notre ambition de gouverner le pays. Ce sera un critère décisif d'évaluation de la situation. C'est pourquoi selon nous c'est le rôle d'un(e) militant(e) politique confirmé(e) et non d'une improvisation bricolée sur la base du plus petit dénominateur commun.

Quand à l'idée de proposer une personnalité du mouvement social, nous affirmons que sa mise en œuvre soulèvera davantage de difficultés qu'elle n'en réglerait. Surtout pour unifier la diversité des engagements syndicaux et associatifs dans un projet politique. Bref, comme l'a déclaré au « Monde » Gérard Aschieri, ce serait prendre le problème du lien au mouvement social par le petit bout de la lorgnette. Cependant il va de soit que nous sommes disponible pour constater la démonstration du contraire.

Pour finir, en ce qui concerne la date de la désignation, nous avons noté que votre calendrier renvoie votre choix à votre congrès de juin 2011. Cela implique que la mobilisation civique des cantonales ne devrait pas s'inscrire dans la démarche globale qui conduit à 2012 ? Pourtant cela pourrait aider nos candidats, là où le terrain est le plus difficile, d'être portés par une dynamique nationale globale. Nous le soumettons à votre analyse. Pour sa part le calendrier du Parti de Gauche le conduira à faire ses propositions en début d'année 2011.

Les législatives

f) Voyons les législatives, que vous définissez comme la plus importante de ces élections en 2012. Vous dites que «l'objectif partagé pourrait être la réélection des députés communistes et du Parti de Gauche sortants ainsi que la conquête de députés supplémentaires». Bien-sûr. Mais pas dit ni résumé à cela. Le point de départ c'est que nous voulons gouverner sur notre propre programme. Le reste nous sera donné par surcroit. Le Front de Gauche doit aborder ces élections avec la volonté réelle de changer la donne à gauche. Pas de se contenter d'annoncer un objectif de préservation des positions actuelles. Et le plus sûr moyen est de changer le rapport de forces au bénéfice du Front de Gauche au soir du premier tour. Ce qui nous ramène à notre propos introductif : on ne peut envisager une alternative à un système qui met en péril l'humanité sans contester aussi l'hégémonie actuelle du social-libéralisme. C'est ce message global que les nôtres attendent et que les citoyens de tous horizons et catégories peuvent valider. La reconduction de nos positions n'est pas un mot d'ordre qui parle aux Français. Nous devons aborder ces élections, en proposant aux Français un gouvernement de Front de Gauche.

j) Qu'il s'agisse de cantonales, de législatives ou de présidentielle, les préoccupations et la méthode doivent être les mêmes. Par exemple, la personnalisation est aussi un problème au niveau local. L'argument de notoriété et d'impact électoral que vous niez au niveau national ne peut se

retourner en son contraire au niveau local. Les candidatures seront donc à examiner ensemble sur des critères liant efficacité électorale, pluralisme et représentativité de chacun. Mais surtout nous devons, si nous voulons renforcer « l'influence nationale du Front de gauche », veiller à une stratégie globale sur tout le territoire. Elle devra reprendre les éléments constitutifs de la démarche du Front de Gauche dans la suite des Régionales :

- autonomie vis-à-vis du PS et d'Europe Ecologie par la présentation de candidatures indépendantes au premier tour des élections à venir permettant aux citoyens de choisir entre les deux voies présentes à gauche : transformation ou accompagnement.

- unité de la gauche au second tour pour battre la droite.

k) La question des candidatures ne peut donner lieu au jeu mortel de l'évitement de la difficulté qui ouvrent la porte à des coups de force de dernière minute pour aboutir. Il ne peut être question de se défaire sur des niveaux intermédiaires de décisions suivant des règles variables régionalement, départementalement et même localement. Nous ne participerons pas à cela. Et nous sommes certains que vous partagez notre analyse à ce sujet. Nos partis et nos directions doivent assumer leurs responsabilités. Nous vous proposons la mise en place d'une commission des candidatures. Elle recueillerait les propositions présentées à titre individuel ou collectif pour chaque circonscription et chaque élection. Sur cette base, la commission des candidatures ferait des propositions et nos directions les présenteraient au vote de nos adhérents qui seraient appelés à les valider globalement selon nos procédures internes respectives. C'est en tous cas d'après ce scénario, dont il conviendra de préciser plus en détail les modalités, que nous allons nous-mêmes avancer et vous faire nos propositions.

Voilà, chers camarades, les propositions et arguments que nous voulions porter à votre connaissance avant la réunion. Nous proposons que nos responsables des relations unitaires se rencontrent sans tarder pour la préparer.

Pour le secrétariat national du Parti de Gauche:

François Delapierre

Délégué Général

Eric Coquerel

Secrétaire national aux relations unitaires